
M É M O I R E S

DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE

BRETAGNE

T O M E C • 2 0 2 2

CONGRÈS DU CENTENAIRE 100 ANS D'HISTOIRE DE LA BRETAGNE



ACTES DU CONGRÈS DE RENNES 2-5 NOVEMBRE 2021
COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES
CHRONIQUE DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES

L'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne : construction, champs, enjeux

Plus de quatre-vingts ans après le début de la Seconde Guerre mondiale, le chercheur peut tenter de faire le point sur l'état des savoirs historiques concernant la période des Années noires dans le cadre d'une région, la Bretagne historique à cinq départements occupée pendant quatre années, et même cinq si l'on inclut les deux poches de l'Atlantique de Lorient et de Saint-Nazaire où les troupes allemandes ne se rendent qu'en mai 1945. On s'interrogera ici sur la façon dont les connaissances sur la guerre se sont construites en analysant le rôle des acteurs (historiennes et historiens, institutions), la chronologie et les méthodes, les thématiques et les champs de recherche et à travers eux les principaux acquis, sachant que la Bretagne s'inscrit dans un cadre plus vaste, national, voire international. Il n'est nullement question de prétendre à l'exhaustivité ni de prendre en compte les nombreuses publications locales (brochures associatives, monographies, livres à compte d'auteur...) à portée mémorielle, qui relèvent autant de la mémoire des événements que de l'histoire, tout en constituant d'utiles sources aux travaux historiques, ni les ouvrages qui fleurissent sur des thématiques éditoriales porteuses, souvent à l'occasion des commémorations décennales de la Libération ou dans le cadre de règlements de compte politiques ou idéologiques¹. De même, les mémoires des acteurs, sources indispensables pour les historiens, n'ont pas été pris en compte. Les ouvrages et les articles publiés en France et en Bretagne sur cette période sont légion. Nous ne prenons pas non plus en compte les ouvrages qui s'inscrivent dans la longue durée ni les dictionnaires et encyclopédies qui ont des chapitres ou des notices sur la période². Nous n'avons donc retenu que les travaux qui relèvent de la méthode historique, s'appuient sur le dépouillement et le croisement d'archives orales et écrites et qui s'inscrivent dans la séquence de la guerre 1939-1945.

1. Ce type de publications nécessiterait un recensement et une étude spécifique. Et ne parlons pas de ceux qui ont fait de la guerre leur fonds de commerce comme ce rédacteur-éditeur-vendeur des Côtes-d'Armor qui se contente de recopier des archives ou les travaux des autres dans des livres parcellaires mais aux titres alléchants.

2. Qu'il s'agisse des histoires de Bretagne, histoires des départements chez Bordessoules ou des villes chez Privat.

L'une des caractéristiques de la construction de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale est qu'elle a été impulsée par un organisme officiel avant même la fin de la guerre, qu'elle a été faite dans un premier temps par des non-professionnels de l'histoire mais qu'elle a pu donner lieu aux premières études départementales publiées avant que, en Bretagne et ailleurs en France, quelques chercheurs de formation universitaire prennent le relais à partir des années 1970, diversifiant les approches et les problématiques depuis un quart de siècle. Ce sont les champs et les enjeux de l'étude de la période de l'Occupation et de la Libération que nous allons présenter ici avec un rapide détour obligé par « la question bretonne » et la collaboration.

Le rôle pionnier du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de ses correspondants

S'inspirant de l'exemple de la Première Guerre mondiale dont l'étude avait été entreprise dès la fin du conflit³, les bases et les conditions d'une étude historique du second conflit mondial sont posées dès le 20 octobre 1944, lors de la création de la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF) que sous-tend en filigrane le projet d'élaborer une histoire de la Résistance. La CHOLF, qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, cohabite pendant un temps avec un Comité d'histoire de la guerre (CHG), un organisme interministériel créé en juin 1945 rattaché à la présidence du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), puis à la présidence du Conseil sous la IV^e République et aux services du Premier ministre sous la V^e. Comme le souligne l'historien Laurent Douzou, il s'agit d'une « histoire précocement, activement et officiellement en chantier (1944-1959)⁴ ». En effet, moins de deux mois après la libération de Paris, la guerre n'étant pas encore finie, le GPRF a pris une initiative officielle en créant la CHOLF chargée de collecter les archives et les documents des ministères ainsi que les témoignages des acteurs de la Résistance afin de pouvoir écrire ultérieurement l'histoire de cette période. Les deux organismes sont animés par le médiéviste Édouard Perroy et par Henri Michel, agrégé d'histoire, professeur au lycée de Toulon pendant la guerre, rapidement nommé secrétaire général de la CHOLF, deux anciens résistants. Ils sont patronnés par des historiens universitaires prestigieux de la Sorbonne⁵. L'articulation des deux organismes officiels n'est pas simple mais ils s'appuient

3. L'étude historique de la Grande Guerre est engagée par la Bibliothèque-Musée de la Guerre, future Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et une association historique qui publie à partir de 1923 *La Revue d'histoire de la guerre mondiale*. Le jeune historien ancien combattant Pierre Renouvin anime ces travaux. Voir PROST, Antoine, WINTER, Jay, *Penser la Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2004, p. 15-21.

4. DOUZOU, Laurent, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, 2005, chap. 2.

5. Le bureau du CHG est présidé par Lucien Febvre, professeur au Collège de France, et il comprend Pierre Renouvin. Voir ROUQUET, François, « Le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale

sur des archivistes (Archives nationales et départementales) et des bibliothécaires pour collecter les sources. Finalement, en décembre 1951, les deux structures fusionnent au sein du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CH2GM), dirigé par Henri Michel, un organisme « chargé de toutes recherches, études ou publications relatives à la Deuxième Guerre mondiale ». Outre son *Bulletin* interne, ce Comité se dote de la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* (n° 1 en octobre 1950), qui diffuse les premiers travaux sous la houlette d'une brochette d'universitaires. Le paradoxe veut que, dans le même temps, ces universitaires parisiens refusent tous sujets de thèse sur cette période en Sorbonne, considérant que cette histoire trop immédiate n'aurait pas le recul suffisant pour être vraiment de l'histoire.

Centrée dans un premier temps sur la collecte des sources écrites et iconographiques et des témoignages oraux, l'originalité de la CHOLF puis du CH2GM est de se doter rapidement d'un réseau de correspondants départementaux triés sur le volet pour effectuer ce travail sur le terrain. En effet, pour la première génération (fin des années 1940, années 1950), avoir été résistant soi-même (ou déporté), ou appartenir à une famille de résistants, est une garantie car jusqu'à la loi d'archives de 1979 les archives de la guerre ne sont pas communicables, sauf dérogations spéciales accordées précisément aux correspondants du Comité engagés dans des enquêtes nationales. Selon Laurent Douzou, ce réseau s'est composé de 556 correspondants, de 1948 à 1978, avec une rotation assez forte dans certains départements comme l'Ille-et-Vilaine⁶. Sur le plan socio-professionnel, sur les 407 cas connus, ce sont des enseignants du secondaire pour moitié (49,3 %), du primaire (20,1 %) plus 14 universitaires (3,4 %), près des trois-quarts sont donc enseignants. S'y ajoutent 76 archivistes (18,6 % de l'ensemble), surtout au début (25 archivistes départementaux en 1949 dont Henri Waquet dans le Finistère), et quelques fonctionnaires de diverses administrations. On ne compte que 69 femmes (12,4 %) dont deux en Bretagne (en Ille-et-Vilaine) dans les années 1970⁷. Durant l'existence du Comité, la Bretagne a eu 31 correspondants⁸. Dans les années 1960-1970, le CH2GM mobilise ses correspondants départementaux pour ses grandes enquêtes nationales entamées avec la « statistique de la déportation concentrationnaire » et poursuivies par le lancement en 1959 de la « chronologie de

et l'Université (1944-1978) », dans Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 133-151. Voir la liste de 47 universitaires avec leur spécialité et leur date d'entrée à la CHOLF et au CH2GM (10 en 1945).

6. Douzou, Laurent, « Le travail des correspondants de la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France et du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », dans Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire...*, *op. cit.*, p. 156-170 et liste des correspondants, p. 315-328.

7. Jacqueline Sainclivier et Marie-Hélène Butler.

8. Il y en a eu quatre dans les Côtes-du-Nord, trois dans le Finistère, sept en Loire-Inférieure / Atlantique, cinq dans le Morbihan, douze en Ille-et-Vilaine.

la Résistance clandestine ». D'autres enquêtes vont suivre sur la collaboration, le service du travail obligatoire (STO), l'épuration, les entreprises et la démographie.

Ce détour était nécessaire pour comprendre la production des premiers articles et ouvrages d'histoire consacrés à la guerre en Bretagne dans les années 1970-1980 par certains correspondants départementaux du CH2GM recrutés au tournant des années 1950-1960. Leur présence sur le terrain, leurs liens avec les milieux résistants dont ils sont issus pour la plupart et leur accès exceptionnel aux archives publiques font des correspondants un atout précieux et une structure unique en France. Croisant recueil de témoignages oraux ou écrits et de documents (tracts clandestins, photographies...), dépouillement des archives et de la presse, les correspondants participent aux diverses enquêtes du Comité animées par des commissions nationales présidées par des universitaires. Ils travaillent selon des grilles préétablies : dans les années 1950-1970, ils recensent les déportés et les victimes de guerre, l'implantation des partis collaborationnistes, le nombre aussi exact que possible des exécutions sommaires et extra-judiciaires, les formes, les rythmes, la localisation précise des actions de résistance grâce entre autres aux archives de police et de gendarmerie, ainsi que la structuration des organisations de résistance (réseaux et mouvements) et la répression, allemande et française, qui les frappe. Les résultats de ces longs dépouillements ne sont le plus souvent publiés que dans le *Bulletin du CH2GM*. Mais ils peuvent donner lieu à quelques articles dans *La Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* ou dans *Les cahiers de l'Iroise* que publie la Société d'études de Brest et du Léon animée par l'instituteur Georges-Michel Thomas, l'un des deux correspondants du Finistère recruté en 1959 par Alain Le Grand, commissaire de police à Quimper, lui-même correspondant depuis 1956. Citons ainsi l'article de référence de Roger Leroux sur le « combat de Saint-Marcel » le 18 juin 1944 et son maquis mobilisateur ou celui de Roger Huguen : « Un réseau d'évasion : le réseau Shelburne »⁹. Des cartes départementales thématiques visualisant les événements sont aussi dressées, cartes malheureusement peu diffusées. D'abord, ce sont des cartes dites « de la souffrance » qui recensent les lieux d'arrestation et le nombre des « Internés, déportés, fusillés et victimes civiles » de la répression allemande ainsi que les destructions d'immeubles des bombardements alliés et des combats de la Libération. Trois cartes sont dressées en Bretagne¹⁰. Ensuite viennent les cartes dites « de l'action » issues de la chronologie de la Résistance¹¹.

9. N° 55, 1964 et n° 85, janvier 1972.

10. Cartes d'Alain Le Grand pour le Finistère, de Jacqueline Sainclivier pour l'Ille-et-Vilaine (1976) et de Roger Leroux pour le Morbihan (1979) qui inclut les parachutistes SAS et les FFI tués au combat à la Libération et sur les poches de l'Atlantique à partir d'un premier travail de 1968 de l'ancien correspondant M. Guillemot.

11. Roger Leroux, entré au Comité en 1959, dresse deux cartes (non datées) pour le Morbihan (sabotages, exécutions sommaires et combats, parachutages et répression allemande après le 6 juin) ; Roger Huguen, deux cartes de la Résistance des Côtes-du-Nord de 1940 au 5 juin 1944 et après le 6 juin, publiées par l'IHTP en 1988.

C'est en 1973 que le travail des correspondants départementaux est en partie exploité, mais pas par eux, dans l'ouvrage *Libération de la Bretagne* de Marcel Baudot, ancien chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI), archiviste et un des piliers du CH2GM, dans le cadre d'une collection d'histoires régionales, dirigée par Henri Michel et publiée chez Hachette à l'occasion du 30^e anniversaire de la Libération¹². Première étude historique sérieuse, l'ouvrage qui s'est appuyé sur les notes des correspondants bretons est centré sur les mois de la Libération tout en fournissant quelques éléments sur les années antérieures (opinion publique, partis collaborationnistes, organisation de la résistance bretonne). Quelques actifs correspondants de cette génération qui a connu la guerre vont à leur tour publier, à la fin des années 1970, des histoires départementales portant sur tous les aspects de l'Occupation et de la Libération : la somme de Roger Leroux sur *Le Morbihan en guerre 1939-1945*¹³ ainsi que trois ouvrages sur le Finistère signés d'Alain Le Grand et de Georges-Michel Thomas¹⁴. En dehors de son travail de correspondant des Côtes-du-Nord depuis 1960, Roger Huguen avait entrepris une recherche sur les réseaux d'évasion par mer débordant le cadre breton, qui a débouché sur une thèse soutenue à l'université de Haute-Bretagne Rennes 2 en 1974 et publiée à compte d'auteur en 1976 sous le titre *Par les nuits les plus longues. Réseaux d'évasion d'aviateurs en Bretagne*¹⁵. D'une certaine façon, ce passage par la thèse fait le lien entre les correspondants non universitaires et une nouvelle génération de chercheurs n'ayant pas connu la guerre mais ayant une formation universitaire : dans les années 1970, ils font leurs premières armes au Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale avant de s'épanouir, en prise à de nouvelles problématiques, au sein de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP-CNRS). De fait, de manière originale, grâce au CH2GM, l'écriture de l'histoire de la guerre et de la Résistance a donné une certaine place aux « périphéries » régionales et « à une mise en récit girondine » pour reprendre la formulation de l'historien Jean-Marie Guillon, ancien correspondant du Var¹⁶.

12. L'auteur remercie Charles-Louis Foulon, auteur d'une maîtrise d'histoire sur le CDL d'Ille-et-Vilaine puis d'une thèse sur les commissaires de la République à la Libération, Alain Le Grand, Roger Huguen, Roger Leroux, Henri Luce, correspondant de Loire-Atlantique depuis 1958, et Georges-Michel Thomas.

13. Joseph Floch imprimeur éditeur, Mayenne, 1978.

14. *Le Finistère dans la guerre*, t. I, *L'Occupation*, t. II, *La Libération*, Brest-Paris, Éditions de la Cité, 1979 et 1981, et des mêmes auteurs chez le même éditeur en complément, *1939-1945 Finistère*, 1987.

15. L'ouvrage a été réédité à plusieurs reprises par les éditions Ouest-France puis par les éditions Coop Breizh. Roger Huguen a ensuite publié *La Bretagne dans la bataille de l'Atlantique 1940-1945, La stratégie du Bomber Command appliquée à la Bretagne*, Spézet, Coop Breizh, 2003 et 2011 puis *Chantier d'évasions. Réseau Sibiril-Alliance, Carantec 1940-1944*, Spézet, Coop Breizh, 2005.

16. GUILLON, Jean-Marie, « Regard décentré sur l'histoire de la Résistance en France », dans Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire...*, op. cit., p. 117-131.

Des universitaires sur les chantiers de la Seconde Guerre mondiale

Créé en 1978, l'IHTP, laboratoire propre, c'est-à-dire non rattaché à une université, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), succède officiellement au CH2GM sous la houlette de François Bédarida, universitaire et ancien résistant, entré au Comité en 1963 avant de se spécialiser en histoire du monde britannique. La rupture méthodologique et générationnelle est douloureuse : la plupart des correspondants de Bretagne ne participent pas à la nouvelle structure qui recrute dans les années 1980 de nouveaux correspondants départementaux, mais pas dans la région. La mission de l'IHTP est de poursuivre celle du CH2GM en achevant les enquêtes en cours (sur l'épuration), en poursuivant des chantiers récents (l'histoire des entreprises) et en ouvrant de nouveaux, surtout en élargissant les champs thématiques et chronologiques en amont (les années 1930) et en aval, ce qui signifie mener la bataille du temps présent, chère à François Bédarida.

Pendant près d'un quart de siècle, même si des universitaires prestigieux ont couvert de leur autorité les enquêtes du CH2GM, l'Université s'est désintéressée des travaux consacrés à l'histoire de la guerre et de la Résistance. Le recul n'étant pas suffisant, il ne peut être question d'accepter des sujets de thèses sur cette période. Henri Michel lui-même ne soutient sa thèse d'État en Sorbonne, la première, sur *Les courants de pensée de la Résistance* qu'en 1962, thèse publiée aux Presses universitaires de France l'année suivante dans la collection « Esprit de la Résistance » qu'il dirige¹⁷. Pourtant, à l'université de Rennes, Jean Ancelin, premier correspondant du CH2GM, soutient en 1946 un premier mémoire (DES) sur *L'histoire de la Résistance dans les Côtes-du-Nord* : il s'appuie sur des documents de la propagande clandestine et sur plusieurs témoignages oraux dont ceux de l'écrivain briochin Louis Guilloux et de responsables de mouvements¹⁸. Comme le souligne Jean-Marie Guillon, dans cette période, les travaux sur la Seconde Guerre mondiale se font « dans une sorte de ghetto par rapport aux courants historiographiques du moment et aux recherches universitaires », les correspondants n'ayant guère de méthodologies ni de problématiques historiennes. La situation change dans les années 1970 : après les ébranlements de mai 1968, Michel Denis, enseignant-chercheur en histoire contemporaine, accepte de diriger des travaux sur la guerre y compris sur l'histoire

17. SAINCLIVIER, Jacqueline, VEILLON, Dominique, « L'histoire de la Résistance dans le travail du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale : la production éditoriale », dans Laurent DOUZOU (dir.), *Faire l'histoire...*, op. cit., p. 47-78 et GUILLON, Jean-Marie, « Regard décentré... », art. cité, p. 122. René Hostache a publié en 1958, dans la collection d'Henri Michel, *Le CNR et les institutions de la Résistance* mais c'est une thèse de droit.

18. La même année, Robert Fareng soutient à Toulouse un DES sur l'Ariège qui donnera lieu à une thèse en 1984.

sulfureuse du mouvement breton orientant la recherche en Bretagne. Arrive alors une nouvelle génération de chercheurs, agrégés d'histoire, enseignant dans le secondaire. C'est le cas de Jacqueline Sainclivier, correspondante du Comité en Ille-et-Vilaine à partir de 1974, qui a soutenu une maîtrise d'histoire à l'université de Haute-Bretagne-Rennes 2 en 1971, *Front national et les Francs-tireurs et partisans français* suivie d'une thèse de 3^e cycle soutenue en 1978 et publiée aux Presses universitaires de Rennes en 1993 sous le titre *La résistance en Ille-et-Vilaine 1940-1944*. Croisant histoire factuelle (des responsables, des organisations, de l'implantation) et le fichier des combattants volontaires de la Résistance – ceux ayant obtenu la carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) –, utilisant les outils de l'informatique, dans son étude pionnière de la sociologie des résistants d'Ille-et-Vilaine dont la portée méthodologique dépasse le département, Jacqueline Sainclivier introduit une rupture avec les histoires départementales classiques. La recherche universitaire s'empare du champ de la guerre. À la charnière de la transition du Comité d'histoire vers l'IHTP, mettant en lumière les travaux récents dans le cadre de numéros thématiques régionaux, la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (RHDGM)* publie en janvier 1980 un numéro consacré à *La Bretagne pendant la guerre*¹⁹. Au milieu des années 1980, la petite maison d'éditions Horvath (Le Coteau) lance une série d'histoires départementales privilégiant l'iconographie : deux volumes concernent la Bretagne, l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Inférieure²⁰.

À partir de 1976, nous rejoignons le CH2GM²¹ et participons à la « Chronologie de la Résistance des Côtes-du-Nord », aux enquêtes sur la collaboration et l'épuration et aux nouveaux domaines d'histoire économique et sociale : histoire des entreprises, enquête lancée en 1976, et prélèvements de main-d'œuvre pour le Troisième Reich²². Dans les années 1980-1990, les problématiques de recherche impulsées par l'IHTP ont débouché sur plusieurs grands colloques internationaux approfondissant les savoirs sur le régime de Vichy, les entreprises dans la guerre, les pouvoirs à la Libération, puis la Résistance. À chaque fois, l'objectif est d'analyser les interactions entre les phénomènes étudiés et la société française occupée ou libérée.

19. N° 117. Il se compose de trois articles de Marie-Hélène Butler sur la collaboration, de Jacqueline Sainclivier sur la sociologie de la Résistance en Ille-et-Vilaine, qui expose sa méthodologie et les principaux résultats développés dans sa thèse, et de Charles-Louis Foulon sur « L'opinion, la résistance et le pouvoir en Bretagne à la Libération » avec des tableaux statistiques sur l'épuration judiciaire dans les Côtes-du-Nord et en Ille-et-Vilaine.

20. SAINCLIVIER, Jacqueline, *L'Ille-et-Vilaine dans la guerre 1939-1945* (1986) et CHANTEPIE, Frank, ancien correspondant du CH2GM, *Nantes et la Loire-Inférieure dans la guerre 1940-1944* (1987).

21. C'est Roger Huguen qui nous a proposé d'entrer au CH2GM.

22. Le premier thème donne lieu à un article dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne* en 1988 : « Les entreprises industrielles des Côtes-du-Nord pendant la guerre 1939-1945 », p. 295-311 ; l'autre dans la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 137, 1985, « Les prélèvements de main-d'œuvre en Bretagne et leur intérêt stratégique », p. 33-62.

Sur toutes ces thématiques, Jacqueline Sainclivier et nous-même avons apporté notre contribution par des études dépassant souvent le cadre départemental, l'IHTP mettant l'accent sur les variables régionales en regard des approches générales et nationales tout en s'efforçant de répondre à la demande sociale et aux enjeux du moment. Nous participons ainsi à plusieurs colloques de l'IHTP : en 1983, le Parti communiste français (PCF) des années sombres (1938-1941)²³ ; en 1985, la question des commémorations de la Seconde Guerre mondiale, notamment du 8 mai²⁴ ; en 1986, la vie des entreprises et les pouvoirs à la Libération²⁵ ; en 1990, le régime de Vichy et les Français²⁶. L'histoire sociale et politique est approfondie par des articles²⁷ et de nouveaux colloques de l'IHTP sur les ouvriers et les problèmes de ravitaillement, pénuries et marché noir²⁸. Les principaux champs de recherche sont alors couverts.

Dans le même temps, dans des thèses d'État dirigées par Michel Denis, toujours dans un cadre départemental et en incluant les apports et les questionnements de l'IHTP, les deux chercheurs bretons élargissent leur champ chronologique à l'entre-deux-guerres d'une part, aux années 1950 d'autre part, afin de mesurer l'impact du second conflit mondial sur des sociétés encore largement rurales selon la problématique rupture / continuité. Dans *Le choc de la guerre dans un département breton : les Côtes-du-Nord des années 1920 aux années 1950*, thèse que nous avons soutenue en 1986 à Rennes 2 (2077 p.), les différents aspects de l'Occupation et de

23. BOUGEARD, Christian, SAINCLIVIER Jacqueline, « La Bretagne », dans Jean-Pierre RIOUX, Antoine PROST, Jean-Pierre AZÉMA (dir.), *Les communistes français de Munich à Châteaubriant (1938-1941)*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1987, p. 325-338.

24. *La mémoire des Français. Quarante ans de commémoration de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éditions du CNRS, 1986.

25. Les éditions Belin ont publié les actes en 1994 : BELTRAN, Alain, FRANK, Robert, ROUSSO, Henry (dir.), *La vie des entreprises sous l'Occupation*, où se trouvent BUTLER, Marie-Hélène, « L'industrie fougèraise de la chaussure », p. 159-169 et BOUGEARD, Christian, « Les entreprises des Côtes-du-Nord », p. 293-303 ; et BUTON, Philippe, GUILLON, Jean-Marie (dir.), *Les pouvoirs en France à la Libération*, où se trouvent : SAINCLIVIER, Jacqueline, « Le pouvoir résistant (été 1944) », p. 20-37 et avec BUTLER Marie-Hélène, « L'Ille-et-Vilaine », p. 406-416 ; BOUGEARD, Christian, « Les Côtes-du-Nord », p. 395-405.

26. Voir dans AZÉMA, Jean-Pierre et BÉDARIDA, François (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992 ; SAINCLIVIER, Jacqueline, « Les notables en Ille-et-Vilaine », p. 382-388 ; BOUGEARD, Christian, « L'opinion publique en Bretagne », p. 535-544.

27. BOUGEARD, Christian, « Le syndicalisme ouvrier en Bretagne du Front populaire à la Seconde Guerre mondiale », dans Jean-Louis ROBERT (dir.), *Syndicalismes sous Vichy, Le mouvement social*, n° 158, janvier-mars 1992, p. 59-85.

28. SAINCLIVIER, Jacqueline, « Le poids de la guerre sur l'emploi et la vie des ouvriers en Bretagne (1938-1947) », dans Denis PESCHANSKI, et Jean-Louis ROBERT (dir.), *Les ouvriers en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, IHTP-Paris 1, 1992, p. 81-88 ; BOUGEARD, Christian, « Les Côtes-du-Nord », dans Dominique VEILLON, Jean-Marie FLONNEAU (dir.), *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*, *Cahiers de l'IHTP*, n° 32-33, mai 1996, p. 343-363.

la Libération constituent l'essentiel du travail tout en inscrivant la séquence 1939-1945 dans les évolutions politiques, économiques et sociales de ce département dans une temporalité plus large²⁹. Jacqueline Sainclivier procède de la même manière dans sa thèse soutenue en 1989 et publiée en 1996 aux Presses universitaires de Rennes sous le titre *L'Ille-et-Vilaine 1918-1958. Vie politique et sociale*. Par ailleurs, l'approche des commémorations du 50^e anniversaire de la Libération est l'occasion de valoriser les apports de la recherche dans des ouvrages plus grand public : nous publions une *Histoire de la Résistance en Bretagne* en 1992³⁰ ; Jacqueline Sainclivier donne, en 1994, *La Bretagne dans la guerre 1939-1945* aux éditions Ouest-France.

L'approche biographique permet aussi de montrer le poids de la guerre, de l'engagement dans la France libre ou dans la résistance intérieure dans les carrières politiques et syndicales de nombreux élus et responsables bretons de l'après-guerre³¹. Mais, moment important, à l'initiative d'universitaires « de province » notamment Jean-Marie Guillon (Aix-Marseille) et Pierre Laborie (Toulouse) et avec l'appui de l'IHTP, les années 1990 voient un profond renouvellement de l'historiographie de la Résistance avec la volonté d'historiciser cet objet d'étude en s'appuyant sur de multiples travaux universitaires récents ou en cours, de manière comparatiste en élargissant le champ national aux Européens du Nord et du Sud mais sans oublier les études de cas régionales. Sur la problématique « La Résistance et les Français », six colloques internationaux se tiennent de 1993 (Toulouse) à 1997 (Aix-en-Provence)³². Le second (1994) réuni à l'université Rennes 2 est centré sur les questions stratégiques et l'environnement social, prenant en compte le monde catholique et l'engagement en particulier la question de la Résistance spirituelle et celle des rapports entre la paysannerie et la Résistance³³. Six communications sur vingt-huit portent sur la Bretagne. Dans chacun de ces colloques consacrés aux débuts de la Résistance (Toulouse), aux villes (Paris, 1995), aux Européens du Nord (Bruxelles, 1994) et du Sud (Aix), aux maquis et à la lutte armée (Besançon, 1995), des études souvent plus larges incluent une approche régionale bretonne.

29. Un condensé assez court en a été publié en 1995, BOUGEARD, Christian, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord 1939-1945*, Paris, éditions Jean-Paul Gisserot.

30. Aux éditions Jean-Paul Gisserot, réédition corrigée et complétée en 2020.

31. Nous renvoyons à nos biographies de René Pleven et de Tanguy Prigent parues aux Presses universitaires de Rennes en 1995 et 2002 ainsi qu'à nos nombreuses notices de militants des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan, communistes ou socialistes, parues dans le Maitron, *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social (1940-1968)*. À compléter par celles d'Alain Prigent et de François Prigent rédigées dans le cadre de l'Association du Maitron Bretagne (AMB). Consultables en ligne : Le Maitron.fr.

32. Jacqueline Sainclivier et moi-même avons participé à l'équipe de conception des colloques et présenté des communications débordant souvent le cadre breton.

33. SAINCLIVIER, Jacqueline et Christian BOUGEARD (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995.

Parallèlement, creusant le sillon des travaux de Pierre Laborie sur les représentations mentales et l'opinion publique, Luc Capdevila, correspondant associé à l'IHTP, soutient en 1997 une thèse à l'université Rennes 2 consacrée aux enjeux de la Libération, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation. Imaginaire et comportement d'une sortie de guerre 1944-1945*³⁴. L'auteur analyse les processus à l'œuvre avant, pendant et après la libération, en mettant en avant dans l'imaginaire social les questions de violence, de souffrance et de peur, que ce soit face à la terrible répression allemande de 1944, dans les combats de la libération ou dans les diverses formes de l'épuration y compris lors du retour des déportés en 1945. Il précise que le « désordre républicain » a été très bref et le retour à la légalité vite assumé, ce que nous avons aussi montré dans notre thèse sur les Côtes-du-Nord en abordant la question de la brève dualité des pouvoirs entre le préfet et le comité départemental de la libération (CDL), porte-parole des forces résistantes. Luc Capdevila s'intéresse aux perceptions ordinaires, aux images de soi des populations libérées, les « bons Français » aspirant à une forte épuration de voisinage à l'égard des « mauvais Français » et autres collaborateurs. Toutefois, dans ces épreuves, le sentiment national s'affirme dans les cérémonies de la Libération et se renforce en Bretagne à l'occasion des premières élections démocratiques du printemps 1945. À travers l'épuration qui cible les femmes, Luc Capdevila aborde la question du genre et approfondit, dans des séminaires de l'IHTP et des articles³⁵, une approche genrée de l'histoire de la guerre appuyée sur l'exemple breton.

Les étudiants et étudiantes d'histoire (maîtrise, DEA, masters) apportent leur contribution à la connaissance de la Seconde Guerre mondiale en particulier à l'Université de Bretagne occidentale (UBO) à Brest et à Rennes 2. De 1990 à 2010, à Brest, près d'une trentaine de mémoires y sont consacrés, le plus souvent dans des monographies de villes ou de cantons des trois départements de Basse-Bretagne³⁶. Il s'agit d'examiner tous les aspects de l'Occupation et de la Libération, de cerner la vie quotidienne (réquisitions, poids de l'occupant, perceptions de la révolution nationale, résistance, répression...) avec une attention particulière accordée aux élus et notables. Cette démarche s'inscrit dans une enquête de l'IHTP consacrée au devenir des élites des années 1930 aux années 1950, en scrutant les épurations municipales de 1940-1941 du régime de Vichy et en 1944 des nouvelles autorités républicaines

34. Thèse publiée aux Presses universitaires de Rennes en 1999.

35. CAPDEVILA, LUC, « Les femmes en Bretagne au lendemain de l'Occupation allemande : une libération inachevée », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 1999, p. 361-383.

36. En 1994, Yann Lagadec a publié une monographie : *Un canton dans la tourmente : Loudéac (1939-1945)*, Mémoire du Pays de Loudéac. De même, Gilles Grall a publié à compte d'auteur en 1996 sa maîtrise d'histoire, *La tragédie de l'été 1944 à Saint-Pol-de-Léon*, sur les otages fusillés lors de la libération de la ville (44 victimes en quelques semaines).

ainsi que la crise municipale à partir de 1942³⁷. L'objectif est de mesurer l'impact de la guerre sur le maintien ou le renouvellement des élites locales (maires et conseillers municipaux, conseillers départementaux de Vichy) en 1941 et 1944 et lors des élections municipales et cantonales de 1945, puis des municipales de 1947, voire de 1953, selon la problématique rupture / continuité et le prisme générationnel afin de dégager les évolutions politiques. Les *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest (ABPO)* y ont consacré un numéro spécial, fruit d'une table-ronde organisée à Rennes 2 en 1995³⁸. Plusieurs études départementales et au niveau des arrondissements, des cantons et des communes ont bien analysé ces continuités et ces mutations en Bretagne dans les années 1930-1950³⁹.

Dans le dernier quart du xx^e siècle, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale est entrée de plain-pied dans la recherche universitaire, en balayant les champs de l'histoire politique et militaire, économique et sociale, et aussi culturelle. Les chercheurs de Bretagne et sur la Bretagne ont apporté une importante contribution à l'établissement et au renouvellement de cette historiographie qui, dans un domaine au moins, celui de la « question bretonne », pouvait sentir le soufre. Mais n'était-ce pas le cas aussi de l'histoire de la Résistance, de la collaboration ou de l'épuration extra-judiciaire (femmes tondues, exécutions sommaires) dans les semaines de la Libération ?

La difficile historicisation de « la question bretonne » : un passé qui ne passe pas

Dans le champ de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, « la question bretonne », celle de l'engagement collaborationniste d'une partie des militants du 2^e Emsav dans le Parti national breton (PNB), dissous en 1939 mais reconstitué dès juillet 1940 sous la protection de l'occupant par Olier Mordrel et Francis Debauvais qui avaient fui en Allemagne, a fait débat et donné lieu à de nombreuses polémiques sans compter les enjeux politiques évidents. Se présentant en victimes de la France et de l'épuration, bon nombre d'acteurs de l'Occupation ont tenté dans les années 1950-1970 de se disculper et d'édulcorer leur collaboration dans des plaidoyers *pro*

37. LE BÉGUEC, Gilles, PESCHANSKI, Denis (dir.), *Les élites dans la tourmente. Du Front populaire aux années 1950*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

38. SAINCLIVIER Jacqueline et BOUGEARD Christian (dir.), *Les pouvoirs locaux dans l'Ouest 1935-1953, Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 103, n° 3, 1996. L'historienne de Rennes 2 a étudié la culture politique et nous-même les réseaux de notables en Bretagne, p. 11-30 et 31-51.

39. Nous y avons consacré plusieurs études sur les Côtes-du-Nord et le Finistère. Pour une synthèse voir BOUGEARD, Christian, *Les forces politiques en Bretagne. Notables, élus et militants (1914-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, chap. VI et VII consacrés à la guerre et la Libération. Pour le Morbihan, RIVIÈRE, Christophe « Les maires du Morbihan (1929-1959), *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 113, n° 2, 2006, p. 135-184.

domo, livres de souvenirs et mémoires à prétention historique, ouvrages militants cherchant à réhabiliter un mouvement politique breton en cours de reconstruction dans les années 1950-1960, tout en réglant leurs comptes⁴⁰. Ils tentent d'imposer leur lecture des événements et de se dédouaner à l'instar d'Olier Mordrel et surtout de Yann Fouéré⁴¹. Dans ce lot, le livre *La Bretagne dans la guerre* (trois volumes) publié par France-Empire de 1969 à 1971 par le journaliste Hervé Le Boterf, un ancien du PNB à Nantes sous l'Occupation, se prétend historique en présentant sur un pied d'égalité les combats de la Résistance et ceux des séparatistes bretons⁴².

Mais la naissance en 1964 d'un nouveau parti politique breton se situant à gauche, l'Union démocratique bretonne (UDB), et le choc de mai 1968 amènent une génération de jeunes chercheurs à s'intéresser à cette histoire du mouvement breton, d'abord à partir des témoignages oraux, de la presse et de publications militantes, dans une période où les archives publiques ne sont pas encore accessibles. Au tournant des années 1970, plusieurs mémoires de maîtrise d'histoire sont soutenus à Rennes 2 sous la direction de Michel Denis qui, en 1973-1974, consacre un cours à la question dans son séminaire. Deux études donnent lieu à des publications : celle de Bertrand Frélaut consacrée en 1970 au journal du PNB *L'Heure bretonne* chez Beltan, Brasparts, en 1985 sous le titre *Les nationalistes bretons de 1939 à 1945* et celle d'Alain Deniel à Grenoble (1971) prolongée en thèse (1974) *Le mouvement breton 1919-1945* publiée chez Maspéro en 1976. C'est le premier ouvrage réellement historique qui fournit, par ailleurs, de nombreux documents. Ces travaux revêtent parfois une dimension militante, le nouvel *Emsav* orienté à gauche, voire à l'extrême gauche, voulant se démarquer clairement de ses aînés et clarifier un passé qui ne passe pas en Bretagne pour reprendre la formulation d'Éric Conan et Henry Roussio à propos de Vichy⁴³. Dans un colloque à Strasbourg en 1974, Michel Denis aborde de front la nature politique de l'*Emsav* : « Mouvement breton et

40. Pour une analyse détaillée et les argumentaires développés, voir CARNEY, Sébastien, « Le mouvement breton au miroir de son historiographie », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 123, n° 2, 2016, p. 83-106.

41. Les publications de Yann Fouéré en sont un bel exemple. Sur la formation, l'itinéraire, l'idéologie des chefs du mouvement breton dans l'entre-deux-guerres et pendant la guerre, voir la thèse de CARNEY, Sébastien, *Breiz Atao ! Mordrel, Delaporte, Lainé, Fouéré : une mystique nationale (1901-1948)*, Rennes, Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne / Presses universitaires de Rennes, 2015.

42. Grâce à Sébastien Carney (article cité) qui a travaillé sur les archives privées d'Olier Mordrel, l'un des chefs du PNB adhérant aux thèses nazies dans les années 1930, écarté de la tête du PNB par les Allemands eux-mêmes en décembre 1940, on sait que Le Boterf a soumis son manuscrit à Mordrel exilé en Argentine, puis en Espagne, lequel a parfois tenu la plume.

43. Bertrand Frélaut (1946-2016) milita à l'UDB, tout comme Michel Nicolas et Jean-Jacques Monnier qui publiera plus tard des études sur cette question. Cf. *Résistance et conscience bretonne, 1940-1945 : l'hermine contre la croix gammée*, Fouesnant, Yoran embanner, 2009. Voir CONAN, Éric et ROUSSIO, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

fascisme. Signification de l'échec du second *Emsav*⁴⁴ ». Ainsi, dans l'effervescence militante des années 1970, des historiens s'emparent de la « question bretonne » et de son passé tandis que le politiste Michel Nicolas publie en 1982 sa thèse soutenue en 1980 sous le titre *Histoire du mouvement breton*. *Emsav* suivi du *Séparatisme en Bretagne*⁴⁵. De son côté l'historien moderniste et universitaire Henri Fréville, qui est entré au CH2GM comme correspondant d'Ille-et-Vilaine en 1952, revient à des travaux historiques après une carrière publique et politique bien remplie⁴⁶. Le résistant, qui a été chargé de l'épuration de la presse à la Libération au cabinet du commissaire de la République Victor Le Gorgeu, éclaire la façon dont Yann Fouéré et des nationalistes bretons ont mis la main sur le quotidien *La Dépêche de Brest* et lancé le journal *La Bretagne* en mars 1941 dans *La presse bretonne dans la tourmente 1940-1946* publié chez Plon en 1979. En 1985, dans *Archives secrètes de Bretagne 1940-44*, aux éditions Ouest-France, Henri Fréville apporte des éléments et des archives inédites, notamment des documents de l'hôtel Majestic, centre de pouvoir allemand à Paris, et des rapports de préfets de Vichy sur les relations entre les nazis et les séparatistes bretons et sur les objectifs des Allemands dans la région, notamment ceux du nazi Werner Best qui les instrumentalise.

Pendant ce temps, loin des polémiques, les historiennes et historiens du CH2GM puis de l'IHTP poursuivent leur quête dans les archives pour cerner au plus près l'histoire des partis collaborationnistes français et bretons soulignant qu'en Bretagne le PNB est de loin le plus actif des groupuscules⁴⁷. Hors de ces organismes de recherche, à l'université de Bretagne occidentale à Brest, deux thèses explorent certaines facettes culturelles de ce mouvement breton de l'entre-deux-guerres et de la guerre : la thèse d'État de Daniel Le Couédic (1992), *Les architectes et l'idée bretonne 1904-1945* publiée en 1995⁴⁸ puis celle de Ronan Calvez consacrée à *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Hélias deux rêves pour la Bretagne*, publiée aux Presses universitaires de Rennes, en 2000.

Ces études historiques dépassionnées, inscrites dans des problématiques plus larges, sont d'ailleurs souvent ignorées de ceux qui découvrent « la question bretonne »

44. *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 489-506.

45. Le premier livre est publié chez Syros à Paris en 1982, le second chez Beltan à Brasparts en 1986.

46. Maire démocrate-chrétien de Rennes (1953-1977), député (1958-1968), président du conseil général (1966-1976) et sénateur d'Ille-et-Vilaine (1971-1980).

47. BUTLER, Marie-Hélène, « La collaboration dans la préfecture régionale de Rennes », *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, n° 117, janvier 1980, p. 3-31. Dans notre thèse d'État, nous consacrons le chapitre 3 de la 2^e partie, « Aspects de l'histoire des mouvements collaborationnistes dans les Côtes-du-Nord » à ces groupuscules, p. 770-867, en étudiant les évolutions et la sociologie.

48. Publié par la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne et les Archives modernes d'architecture de Bretagne, l'ouvrage richement illustré (909 pages) est sous-titré : « D'un renouveau des arts à la renaissance d'une identité ».

au tournant des années 1997-2000, lorsque la disparition, en Irlande où ils sont réfugiés après la guerre, des derniers collaborationnistes bretons et surtout leurs nécrologies édulcorées déclenchent de virulentes polémiques dans la presse nationale sur « les collabos bretons » entraînant des ripostes locales. Au même moment, plusieurs ouvrages, notamment ceux de Georges Cadiou et de Kristian Hamon, reviennent sur les enjeux de la collaboration des nationalistes bretons et sur le *Bezen Perrot*, la milice de Célestin Lainé, en confirmant ou en éclairant certains aspects (le nombre revu à la baisse des militants et adhérents du PNB)⁴⁹. Toute cette agitation médiatique autour « des cadavres » qui seraient cachés « dans les placards » en Bretagne, ignorant les travaux déjà réalisés, nous a incités, avec l'appui du Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), à organiser en 2001 un colloque international à l'université de Bretagne occidentale à Brest sur les identités régionales pendant la guerre en invitant non seulement les historiens spécialistes de la période en Bretagne mais aussi des chercheurs français et étrangers dans une démarche comparatiste, aussi bien sur la collaboration que sur la Résistance, en présentant sous la plume de Michel Denis un « Bilan » du mouvement breton pendant la guerre⁵⁰. L'objectif était de comparer, dans un contexte d'occupation, le cas breton avec celui de régions ayant également connu des mouvements minoritaires et séparatistes (Corse, Alsace-Lorraine, Pays basque, Belgique flamande et wallonne, Italie, Irlande). Des éléments nouveaux ont été apportés par Lionel Boissou sur les rapports entre l'Allemagne nazie et les séparatistes bretons, en particulier les relations avec la Société allemande d'études celtiques travaillant dès 1936 avec les services de renseignement et les polices nazies eux-mêmes en contact étroit avec la *SS-Ahnenerbe* (l'héritage des ancêtres) créée par Himmler. La haute tenue scientifique de ce colloque ainsi que son retentissement ont contribué à « refroidir » les passions et surtout permis le dépôt au CRBC ou l'ouverture des archives privées et familiales. Dans un climat apaisé, sur le temps long du premier xx^e siècle et en renouvelant les problématiques, Sébastien Carney a profité de ces nouvelles sources pour mener à bien dans sa thèse soutenue en 2014 les biographies croisées des quatre principaux chefs de l'*Emsav*⁵¹. Entamée depuis le début des années 1970, l'historicisation du mouvement breton est devenue réalité en dépassant les enjeux mémoriels et politiques.

49. CADIOU, Georges, *L'hermine et la croix gammée. Le mouvement breton et la collaboration*, Mango documents, 2001 ; HAMON, Kristian, *Les nationalistes bretons sous l'Occupation*, Le Relecq-Kerhuon, An Here, 2001 et *Id.*, *Le Bezen Perrot 1944, des nationalistes bretons sous l'uniforme allemand*, Fouesnant, Yoran Embanner, 2004. Le dépouillement d'archives judiciaires des procès de la Libération à Rennes lui a permis de préciser l'action au service des polices nazies d'agents bretons du PNB ou non contre les résistants et les maquisards, voir *Id.*, *Agents du Reich en Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2011.

50. BOUGEARD, Christian (dir.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, CRBC / UBO, 2002.

51. CARNEY, Sébastien, *Breiz Atao !...*, *op. cit.*

L'élargissement du champ de recherche sur la Seconde Guerre mondiale

Depuis le début des années 2000, l'ouverture des archives publiques et leur accessibilité par dérogations plus aisée ont élargi le vivier des chercheurs, en dehors de l'IHTP qui a d'ailleurs abandonné ce champ de recherche, et permis de diversifier les thématiques et les publications. Sans, encore une fois, chercher à être exhaustif, citons quelques ouvrages qui ont comblé des lacunes historiographiques, parfois en liaison avec les préoccupations mémorielles de la société française. Poursuivant le chantier d'histoire de la police des années 1930 aux années 1950 lancé par l'IHTP, la question des attentats commis en octobre 1941 par de jeunes résistants communistes contre des officiers allemands et de leurs répercussions est approfondie grâce aux archives policières par Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre dans *Le sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée. Automne 1941* (éditions Fayard, 2004). Une grande partie du livre porte sur l'attentat de Nantes contre le *Feldkommandant* Hotz le 20 octobre 1941 qui entraîne l'exécution de « 50 otages », en fait 48, et sur la traque des militants. Rappelant la ligne politique du PCF de 1940 à 1941, ce livre montre le passage à la lutte armée des communistes à partir de l'été 1941 et les importantes répercussions des attentats. De même, l'antisémitisme et la persécution des juifs par les nazis avec la collaboration de l'État français de Vichy sont précisés par Claude Toczé dans *Les juifs en Bretagne (ve-xx^e siècle)*⁵². Les trois quarts du livre concernent la persécution raciale des juifs dans la région (recensements et mesures discriminatoires de 1940, application des lois de spoliation et d'exclusion en 1941-1942, aryanisation des biens, temps des rafles et des déportations de 1942-1944 et bilan de la Shoah). Dans le même temps, Christophe Belser a enquêté sur *La Collaboration en Loire-Inférieure*⁵³.

L'histoire militaire n'est pas en reste : en 2000, l'historien allemand Lars Hellwinkel avait soutenu à l'université de Bretagne occidentale un mémoire de maîtrise d'histoire sur *La base de la Kriegsmarine à Brest* prolongé par une thèse en 2006, en cotutelle avec l'université de Kiel. Croisant archives françaises et allemandes, il analyse la stratégie navale allemande, la remise en route des arsenaux français, la construction des bases de sous-marins sur les côtes atlantiques, en particulier à Brest et à Lorient, le déroulement de la guerre navale et sous-marine tout en soulignant la politique de collaboration du régime de Vichy et de la Marine française⁵⁴. La captivité et la condition des prisonniers de guerre (PG) au niveau européen ont été abordées dans un colloque organisé par Jean-Claude Catherine à l'université de Bretagne sud à

52. En collaboration avec Annie Lambert, Presses universitaires de Rennes, 2006.

53. Deux volumes, La Crèche, Geste éditions, 2005.

54. Thèse parue en mars 2022 aux Presses universitaires de Rennes avec le soutien financier de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne.

Lorient avec une étude sur les PG bretons⁵⁵. L'interface entre la résistance intérieure, les FFI, et les forces alliées parachutées (SAS et missions *Jedburgh*) durant l'été 1944 en termes d'armement et de communications a été précisée par Yann Lagadec dans plusieurs articles⁵⁶. Dans l'ouvrage *11 batailles qui ont fait la Bretagne*, deux concernent la Seconde Guerre mondiale : la bataille de l'Atlantique et le maquis de Saint-Marcel⁵⁷. De même, l'histoire des poches de l'Atlantique qui inclut celles de Lorient et de Saint-Nazaire a été scrutée lors d'un colloque organisé par l'université de Nantes en 2015 à Saint-Nazaire⁵⁸. Désormais, la réalité des terribles violences de guerre, massacres et exécutions de masse des Allemands en 1944 retient l'attention. Ainsi dans le Morbihan, le rôle des officiers allemands et des policiers nazis, leur devenir et la condition des PG allemands de la poche de Lorient en 1945 sont creusés à nouveau frais par Jean-Claude Catherine⁵⁹.

On le voit, les thématiques de recherche se diversifient. Dans les années 2010-2020, les publications restent nombreuses. Des colloques, comme ceux de Saint-Brieuc en 2010 sur la France libre⁶⁰ et de Rennes en 2014 sur les comportements sous l'Occupation développent de nouvelles approches mais ils ne portent que marginalement sur l'histoire régionale⁶¹. L'histoire sociale et culturelle de la guerre s'enrichit. En 2009, Jean-Christophe Fichou s'est intéressé aux *Pêcheurs bretons durant la Seconde Guerre mondiale*, Presses universitaires de Rennes, 2009. Dans sa thèse consacrée à l'histoire du syndicalisme et des politiques sociales, *Marine et ouvriers de la construction navale à l'arsenal de Brest (1918-1970)*, soutenue à l'université de Bretagne occidentale en 2015, Alain Le Moigne étudie la situation des ouvriers de l'arsenal de Brest pendant la guerre et leur engagement résistant. Citons aussi des études récentes sur les *Bals clandestins pendant*

55. CATHERINE, Jean-Claude (dir.), *La captivité des prisonniers de guerre. Histoire, art et mémoire 1939-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

56. Trois, publiés dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne* en 2004, 2010 et 2012.

57. BOUGEARD, Christian, « De la bataille de France à la bataille de l'Atlantique : l'intérêt stratégique de la Bretagne » et « Le maquis et la bataille de Saint-Marcel (18 juin 1944) : évènement marquant et lieu de mémoire », p. 300-356, dans LE PAGE, Dominique (dir.), *11 batailles qui ont fait la Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2015.

58. CATALA, Michel (dir.), *Les poches de l'Atlantique 1944-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

59. CATHERINE, Jean-Claude, *Lorient, 1945. Les Allemands face au choc de la capitulation. Prisonniers ordinaires, criminels de guerre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

60. HARISMENDY, Patrick et LE GALL, Erwan (dir.), *Pour une histoire de la France libre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 ; où figure LAGADEC, Yann, « Entre l'état-major allié, la France Libre et la Résistance intérieure : les bases radios des forces spéciales dans les Côtes-du-Nord à l'été 1944 », p. 125-142.

61. SAINCLIVIER, Jacqueline, GUILLON Jean-Marie, LABORIE Pierre (dir.), *Images des comportements sous l'Occupation. Mémoires, transmissions, idées reçues*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. Dans la partie sur les représentations décentrées et les mémoires régionales, Jacqueline Sainclivier présente « Une Bretagne entre "normalité" et originalité », p. 119-123.

la *Seconde Guerre mondiale* (dans les Côtes-du-Nord) ou une approche sociohistorique et de brèves notices biographiques des 1 173 résistants ayant obtenu la carte CVR dans *Bretonnes et résistantes 1940-1944* d'Isabelle Le Boulanger⁶². À la suite d'une thèse consacrée à Hervé Nader, entrepreneur et homme politique de droite du Sud-Finistère déporté pour action résistante, Emmanuel Couanault a retracé l'histoire du réseau de renseignement Johnny, l'un des premiers structurés en Bretagne et en France⁶³. Dans le cadre du *Dictionnaire des fusillés (1940-1944)*⁶⁴, les notices biographiques de 380 fusillés de Bretagne après jugement d'un tribunal militaire allemand ont été rédigées notamment par Alain Prigent donnant lieu à une première étude prosopographique⁶⁵. C'est le prolongement de recherches entreprises dans les années 1990-2000 par une association, le Comité pour l'étude de la Résistance populaire dans les Côtes-du-Nord travaillant au départ surtout sur la résistance communiste et les FTP, qui a édité une douzaine de numéros des *Cahiers de la Résistance populaire*⁶⁶.

Cette moisson historiographique abondante mais dispersée autorisait une synthèse des multiples travaux consacrés à la Bretagne dans la guerre. À l'occasion du 70^e anniversaire de la Libération, dans *La Bretagne de l'Occupation à la Libération 1940-1945*, publiée en 2014 par les Presses universitaires de Rennes, nous nous sommes efforcés de rendre accessibles au grand public dans un livre à la riche iconographie les acquis de la recherche historique depuis plus d'un demi-siècle. De jeunes chercheurs n'en continuent pas moins à enrichir nos connaissances comme Fabien Lostec qui a soutenu à Rennes 2 en 2020 une thèse sur *Les femmes condamnées à mort en France à la Libération pour faits de collaboration*⁶⁷.

62. QUILLÉVÉRÉ, Alain, Morlaix, Skol Vreizh, 2014, préface de Pascal Ory et LE BOULANGER, Isabelle, Spézet, Coop Breizh, 2018, préface de Christian Bougeard. En 2020, la même auteure a publié chez le même éditeur *Femmes d'exception en Bretagne sous l'Occupation*.

63. *Des agents ordinaires. Le Réseau « Johnny ». 1940-1943*, Châteaulin, Locus Solus, 2016. Préface de Christian Bougeard.

64. Publié aux éditions de l'Atelier, Paris, en 2015.

65. PRIGENT, Alain et PRIGENT, François, « Les fusillés en Bretagne (1940-1944), premières conclusions d'une enquête prosopographique », dans BOUGEARD, Christian et PRIGENT, François (dir.), *La Bretagne en portrait(s) de groupe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 191-206. Un travail identique est en cours sur les personnes fusillées sans jugement, abattues ou massacrées.

66. Les rédacteurs sont Alain Prigent et Serge Tilly. Les n° 10 et 11 (2004 et 2005) recensent avec cartes et photographies tous les lieux de mémoire des Côtes-du-Nord, les n° 12 et 13 (2011 et 2012), les fusillés et décapités après jugement et les massacrés donnant des notices biographiques des victimes. Alain Prigent avait publié en 2000 une *Histoire des communistes des Côtes-du-Nord (1920-1945)*, Saint-Brieuc, Imprimerie Jacq, dont près de la moitié concerne la période de la guerre.

67. Voir sur la Bretagne LOSTEC, Fabien, « Entre délation et adhésion : des collaboratrices au miroir de l'épuration judiciaire en Loire-Inférieure », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. XCVI, 2018, p. 315-340 et deux articles dans les *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, sur les mêmes thèmes en 2017 et 2020. Voir aussi LAGADEC, Yann et LOSTEC, Fabien, « D'une guerre

Pour achever ce tour d'horizon historiographique, on peut se poser la question de l'intérêt qu'une société savante comme la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne (SHAB) qui fête son centenaire a porté à l'histoire de la période. Hormis trois courts textes sur les destructions occasionnées par la guerre publiés entre 1946 et 1949, et un de l'archiviste du département en 1948 présentant « l'œuvre du comité d'histoire de l'Occupation et de la Libération en Loire-Inférieure » (4 pages), le premier article (sur le port de pêche de Concarneau) n'est publié qu'en 1987. Au total, de 1946 à 1994, treize textes abordent la guerre dont dix articles de neuf auteurs : en particulier de 1987 à 1992 quatre articles portent sur des travaux universitaires en cours⁶⁸. Ce sera aussi le cas ensuite. Mais de 1994 à 2009, on ne recense que cinq textes dont deux en 2004⁶⁹. Dans la décennie 2010-2020, reflet de la recherche universitaire, le congrès de la SHAB invite régulièrement un historien sur la période et parfois deux comme en 2010, 2013 et 2015 publiant au total dix études⁷⁰.

La prise en compte de cette séquence historique par les revues scientifiques nationales et régionales a aussi été tardive comme le souligne Jean-Marie Guillon évoquant *Provence historique* et les *Annales du Midi*⁷¹. Cette remarque vaut pour les *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* qui à part trois articles du géographe rennais André Meynier en 1947, 1948 et 1949 sur « les déplacements de la population vers la Bretagne en 1939-1940 », en d'autres termes les flux des deux exodes, en septembre 1939 et en mai-juin 1940, de réfugiés déclenchés par la guerre, le premier article ne paraît qu'en 1985 et il n'y en a pas d'autres jusqu'en 1994⁷². De 1994 à 2021, les études sur la guerre en Bretagne dans les *ABPO* sont plutôt rares : une quinzaine en incluant le numéro spécial sur *Les pouvoirs locaux dans l'Ouest* (1996). On en recense cinq de 1999 à 2013 et huit depuis cette date, mais sur un total de 106 livraisons comportant plusieurs articles chacune. Les thématiques traitées procèdent le plus souvent des travaux universitaires évoqués précédemment.

à l'autre : les monuments aux morts de la Grande Guerre entre Occupation et Libération (Bretagne, septembre 1939-août 1944), *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 283, 2021, p. 49-71.

68. CHARPY, Jacques, *Table générale des Mémoires et Bulletins de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1920-1994*, t. LXXXII, 1995. Deux communications de Christian Bougeard et une de Jacqueline Sainclivier.

69. D'après notre dépouillement des *Mémoires* : Luc Capdevila sur les femmes en Bretagne à la Libération (1999) ; Daniel Collet sur les « 60 otages de Morlaix » (2002) ; Yves Guillauma sur la réorganisation de la presse à la Libération (2004 et 2007) ; Yann Lagadec, « la Résistance bretonne vue par les forces spéciales (juin-août 1944) » (2004).

70. De 2010 à 2020 interviennent neuf historiens : Yann Lagadec (2010 et 2012), Bertrand Frélaut (2010), François Lambert (2011), Michel Guillou et Christian Bougeard (2013), Alain Le Moigne et Lars Hellwinkel (2015), Fabien Lostec (2018) et Youenn Michel (2020).

71. GUILLON, Jean-Marie, « Regard décentré... », art. cité, p. 122.

72. CROIX, Alain, *Table analytique des Annales de Bretagne et des Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 1 à 100, 1886-1993. Il s'agit de notre article « La vie quotidienne des Bretons pendant la guerre », t. 92, n° 1, 1985, p. 79-102.

Dans le domaine des sciences historiques, l'étude de la Seconde Guerre mondiale en France, et aussi en Bretagne, s'est structurée de manière originale sous l'impulsion d'un organisme national officiel, le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale animé par Henri Michel, en faisant d'abord appel pour son réseau unique de correspondants départementaux à des historiens non professionnels, dans un premier temps des hommes et des femmes ayant souvent participé au combat résistant dont une forte proportion d'enseignants. Ils ont effectué un laborieux mais précieux travail de recueil des sources et des témoignages et de dépouillement des archives publiques dans le cadre d'enquêtes collectives dont les résultats ont été en partie exploités par des chercheurs et des universitaires, en général parisiens. Pourtant, au tournant des années 1970, quelques-uns en Bretagne ont publié les premières histoires départementales de la guerre. Dans les années 1970, une nouvelle génération de correspondants formés aux méthodes historiennes à l'université a pris le relais et a engagé des thèses alors que les champs de recherche s'élargissaient et se renouvelaient. Cette mutation a été encouragée par l'Institut d'histoire du temps présent qui a associé ces chercheurs aux colloques internationaux. Basés dans deux départements, l'Ille-et-Vilaine et les Côtes-du-Nord / Côtes-d'Armor, deux correspondants ont participé pleinement à ces travaux collectifs, étudiant sous tous les angles les années de l'Occupation et de la Libération en Bretagne, impulsant aussi des recherches d'étudiants et de futurs collègues dans les universités de Rennes 2 et de Brest. Dans les années 2000-2020, le vivier s'est élargi et les travaux universitaires diversifiés. Mais à l'heure où les derniers acteurs et témoins disparaissent, où les tensions s'apaisent – encore que ? –, où les commémorations se ritualisent, on assiste peut-être à un certain fléchissement des champs de recherche sur la Seconde Guerre mondiale alors qu'il resterait beaucoup à faire, par exemple sur l'histoire de l'administration, des préfets, de la police, de la gendarmerie, sur l'Occupation au quotidien pour ne suggérer que quelques pistes. Dans la dernière décennie, le centenaire de la Première Guerre mondiale a eu tendance à supplanter la Seconde. Néanmoins, à l'issue d'une cinquantaine d'années de recherche, sur le socle factuel des pionniers des années 1950-1960, on peut dire que la connaissance de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne s'est solidement construite et que son approfondissement se poursuit comme en témoigne cette approche historiographique⁷³. Les chercheurs bretons ont apporté leur pierre à une historiographie nationale de la guerre.

Christian BOUGEARD

Professeur émérite d'histoire contemporaine

Université de Bretagne occidentale, Brest

Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC, EA 4451)

73. En septembre 2021, un colloque sur les bases de sous-marins en France et en Europe, pendant et après la guerre, s'est tenu à l'Université de Bretagne-Sud à Lorient.

RÉSUMÉ

Dès la fin du conflit, un travail historique s'engage pour mieux cerner cette période des Années noires, de la défaite, de l'Occupation et de la Libération (1939-1945). Dans un premier temps, des acteurs, surtout des résistants, publient des ouvrages de souvenirs mais immédiatement, au niveau national, la collecte de témoignages et de documents est organisée sous l'égide de ce qui deviendra le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (CHDGM) dirigé par l'historien Henri Michel. Des correspondants départementaux habilités obtiennent des autorisations spéciales d'accès aux archives publiques afin de participer aux enquêtes du Comité. Ces correspondants sont particulièrement actifs en Bretagne : ils publient les premières histoires départementales ou thématiques dans les années 1970-1980 (Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord) à partir des enquêtes du Comité sur la répression, la déportation, la collaboration et les partis collaborationnistes, la Résistance (cartes de l'action) et l'épuration.

Dans les années 1970-1980, une nouvelle génération d'historiennes et d'historiens de formation universitaire (Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord / Côtes-d'Armor) prend le relais au sein du CHDGM puis de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP-CNRS) engageant des thèses sur l'histoire de la Résistance et au-delà sur l'ensemble des aspects d'une société en guerre et occupée, inscrivant cette histoire dans le temps plus long de l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1950. De nombreux champs sont étudiés : pillage économique allemand et entreprises, prélèvements de main-d'œuvre et service du travail obligatoire (STO), ravitaillement et pénuries, vie quotidienne et répression, élites et notables sous l'Occupation, rapports des Bretons à Vichy et à sa Révolution nationale, formes et processus des résistances intérieure et extérieure, violences de guerre, enjeux de pouvoir et processus de la libération, histoire des poches de Lorient et de Saint-Nazaire... Les commémorations décennales de la Libération stimulent travaux et expositions. La recherche a évolué vers l'histoire des représentations tandis qu'une histoire scientifique de la Résistance était élaborée dans les années 1990 lors de six colloques internationaux. Cette connaissance scientifique de la guerre en Bretagne s'appuie aussi sur des mémoires d'étudiants des universités de Rennes 2 et de Brest, des monographies cantonales ou de villes notamment, et des thèses qui ont varié les échelles, les problématiques et les niveaux d'analyse. À côté, de multiples ouvrages, souvent intitulés *Histoire de la Résistance* ou de *la collaboration en Bretagne* mais portant en réalité sur des territoires très limités, sont publiés par des amateurs d'histoire ; toute une littérature mémorielle ou recopiant des documents d'archives occupe le terrain éditorial. De même, la « question bretonne », du Parti national breton (PNB) au *Bezen Perrot*, a nourri de nombreuses polémiques alors qu'une historiographie scientifique a remis en contexte le collaborationnisme breton. Depuis une quarantaine d'années, dans ses congrès, la SHAB a donné la parole aux chercheurs et des comptes rendus bibliographiques ont fait connaître leurs travaux. Dans tous les domaines de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, la Bretagne est fort bien représentée.

VOLUME I

Le congrès de Rennes

Alain CROIX – Soixante années d'histoire en Bretagne

Bruno ISBLED – La Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1920-2021

Françoise MOSSER – Entre érudition et convivialité : souvenirs de la SHAB il y a cinquante ans

Pierre-Yves LAMBERT – La philologie celtique à Paris depuis un siècle

Ronan CALVEZ – Une présence, en creux : la langue bretonne dans les *Bulletins de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne* (1920-1974)

Anne VILLARD-LE TIEC, Myriam LE PUIL-TEXIER, Théophane NICOLAS – Les apports récents de l'archéologie sur les Gaulois, vus à travers les pratiques funéraires armoricaines

André Yves BOURGÈS – De M^{re} Duchesne à la Vallée des saints : un siècle d'avatars hagiologiques en Bretagne (1920-2020)

Magali COUMERT – Les migrations bretonnes et britanniques au haut Moyen Âge, un siècle de questionnements

Florian MAZEL – La « réforme grégorienne » en Bretagne entre Église, religion et société : les avatars historiographiques d'une vieille question

Michel NASSIET – La recherche historique sur Anne de Bretagne

Dominique LE PAGE – Union et intégration de la Bretagne à la France, de l'État breton au début du règne de Louis XIV : historiographie et débats

Philippe HAMON – Les guerres de Religion en Bretagne (1560-1598) : tempête dans un âge d'or ? Jeux d'échelle historiographiques

Pierrick POURCHASSE – Les activités maritimes de la Bretagne à l'époque moderne

Olivier CHALINE – La Bretagne et la frontière maritime d'État

Gauthier AUBERT – Vive le roi sans l'absolutisme ? Un siècle d'histoire de la monarchie absolue en Bretagne (1920-2020)

Philippe JARNOUX – Un « âge d'or » ? Regards historiographiques sur la société bretonne des Temps modernes

Solenn MABO – La Révolution en Bretagne trente ans après le Bicentenaire : une question toujours vivante ?

Christian BOUGEARD – L'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne : construction, champs, enjeux

Yvon TRANVOUEZ – Essor et déclin d'une historiographie régionale : l'histoire religieuse de la Bretagne contemporaine (1985-2021)

Isabelle GUÉGAN, Brice RABOT – L'histoire rurale de la Bretagne depuis un siècle

VOLUME II

Gwyn MEIRION-JONES, Michael JONES – Deux chercheurs gallois sur le terrain breton. Un demi-siècle d'aventures

Daniel LE COUÉDIC – Un siècle d'urbanisme à la mode de Bretagne

Jacqueline SAINCLIVIER – Les femmes dans les sociétés historiques de Bretagne

Sébastien CARNEY – Le roman national des nationalistes bretons (1921-aujourd'hui)

Philippe GUIGON – Le « A » de SHAB : « archéologie » ou « amnésie » ?

Yann CELTON – Un type clérical, les prêtres érudits. L'exemple des clercs historiens et historiens de l'art en Bretagne au XX^e siècle

Thierry HAMON – Un siècle de recherches en histoire du droit breton (1920-2021)

Cyprien HENRY – Les sociétés historiques et l'édition des sources en Bretagne au XX^e siècle

Manon SIX – L'histoire de Bretagne au Musée de Bretagne

Jean-Luc BLAISE – Table ronde. Les sociétés historiques et la protection du patrimoine, hier et aujourd'hui

(participants : Christine JABLONSKI, Michèle Le Bourg, Solen PERON, Alain PENNEC, Christophe MARION)

Pascal ORY – Conclusions

Denise DELOUCHE – Vingt-cinq ans d'expositions et de publications en Bretagne sur la peinture

Isabelle BAGUELIN, Cécile OULHEN, Hervé RAULET, Xavier de SAINT CHAMAS – La Conservation régionale

des Monuments historiques de Bretagne : dix ans d'activités

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Publications des sociétés historiques de Bretagne en 2021

40 € (pour les 2 volumes)



SHAB

FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES DE
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE BRETAGNE